

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 310/ Septembre 2020

# TENDANCES CONJONCTURELLES

## 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2020

### L'économie calédonienne accuse le coup mais fait preuve de résilience

#### Les perspectives de reprise soutiennent un climat des affaires qui reste néanmoins dégradé

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui exprime l'opinion des chefs d'entreprise interrogés sur la conjoncture, rebondit. Alors que les mesures de confinement pour lutter contre la crise sanitaire ont perturbé l'activité économique du territoire pendant près de 4 semaines au mois d'avril, l'indicateur de confiance (mesuré au mois de juillet et d'août) regagne 7,3 points. Il s'établit à 85,3 points, soit encore 15 points en dessous de sa moyenne de longue période.

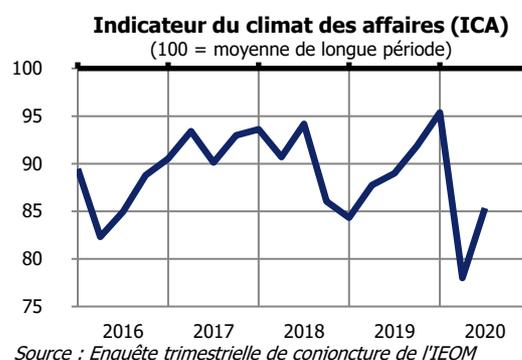
S'il demeure à un niveau relativement faible, ce redressement traduit néanmoins une situation moins dégradée qu'anticipé, les mesures fortes de soutien des collectivités et du système bancaire (report de cotisation, PGE, fonds de solidarité, prêt de l'AFD, chômage partiel...) ayant permis d'éviter dans le court terme une crise économique profonde. Dans ce contexte, les inquiétudes des chefs d'entreprise exacerbées à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (atteinte d'un point bas historique pour l'ICA) se sont peu à peu atténuées notamment en ce qui concerne les perspectives.

Ainsi, l'essentiel de la remontée de l'ICA s'explique par l'amélioration de l'appréciation des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir (+8,7 points). En revanche, avec le recul de l'activité lié au confinement, la composante passée, qui résume l'opinion des professionnels concernant le trimestre écoulé, contribue négativement à l'évolution de l'indicateur (-1,4 point).

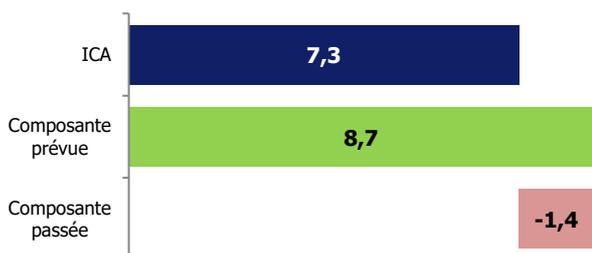
L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques permet de mesurer le choc qu'a subi l'économie calédonienne. Si les mesures de soutien mises en œuvre ont permis d'éviter pour le moment une crise plus profonde sur le plan social, les ajustements sur le marché de l'emploi sont d'ores et déjà visibles. La période de confinement a impacté négativement la consommation des ménages, entraînant un recul des recettes fiscales (les droits constatés pour la TGC diminuent de 10 % en glissement annuel). Les entreprises, préoccupées par les tensions sur leur trésorerie, freinent leurs intentions d'investir.

Tous les secteurs sont concernés par un recul de l'activité durant le mois de confinement. Les plus touchés sont les secteurs touristique et aérien, tandis que le secteur primaire, l'industrie agroalimentaire, les commerces alimentaires et le secteur nickel sont ceux qui résistent le mieux.

Depuis la fin du confinement, une normalisation de l'activité est observée dans la plupart des secteurs. Certains profitent même d'effets de rattrapage alors qu'une partie de la population dispose d'un potentiel de consommation accru (épargne forcée) en lien avec les économies réalisées du fait des confinements internes puis externes. Un des enjeux majeurs pour les entreprises sera de réussir à capter tout ou partie de cette demande captive, alors qu'en parallèle les tensions et les contraintes sur les approvisionnements se font de plus en plus prégnantes.

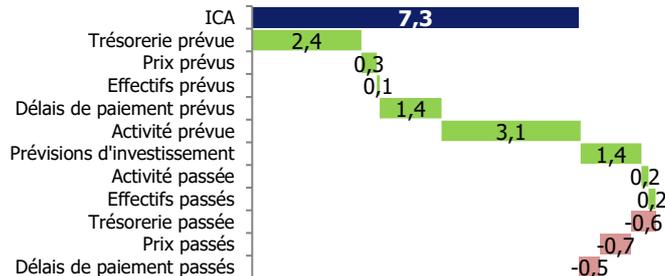


Contribution à l'évolution de l'ICA au 2<sup>e</sup> trimestre 2020



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Contribution à l'évolution de l'ICA au 2<sup>e</sup> trimestre 2020



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

## Dégradation de l'activité des entreprises

Après un bilan déjà dégradé au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, la majorité des chefs d'entreprises (57,3 %) interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture font état d'une baisse de leur activité au second trimestre. Ils sont plus de 60 % à rapporter une baisse de leur chiffre d'affaires, directement en lien avec la pandémie de Covid-19. Pour plus d'un tiers d'entre eux, la perte est estimée à plus de 25 % par rapport à l'année précédente.

Au delà de l'impact direct des mesures sanitaires et du confinement, les entreprises ont également été affectées ce trimestre par une augmentation des délais d'approvisionnement (pour 57 % des entreprises interrogées) ralentissant leur réassort et entraînant des tensions sur les stocks, mais également par la hausse des coûts du transport aérien et maritime (respectivement 65 % et 41 % des entreprises).

Pour le trimestre à venir, la situation s'inverserait : les 3/4 des professionnels interrogés anticipant une stabilité ou une croissance de leur courant d'affaires (50 % stables et 20 % en croissance).

## Difficulté de trésorerie pour les entreprises

Le ralentissement voire l'arrêt soudain de l'activité a entraîné des tensions financières importantes pour les entreprises. Pour plus de la moitié des entreprises répondantes à l'enquête (55 %), la situation de leur trésorerie s'est dégradée par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre. Ils étaient 53 % à faire ce constat au trimestre précédent. Bien que moins dégradées, les anticipations pour le 3<sup>e</sup> trimestre restent globalement peu optimistes : 48 % des professionnels interrogés s'attendent à une nouvelle contraction de leur trésorerie.

Afin de faire face à l'augmentation des tensions pesant sur leur trésorerie, 23 % chefs d'entreprise ont choisi d'allonger leurs délais de paiement et 22 % ont fait appel aux aides publiques. Ainsi, au 3 juillet 2020, 16,9 milliards XPF de crédits de trésoreries avaient été pré-accordés dans le cadre des PGE. Parallèlement, près de 17 % des entreprises ont fait le choix d'accélérer les recouvrements clients ou ont sollicités de nouveaux concours bancaires.

## Des dispositifs qui atténuent l'impact de la crise

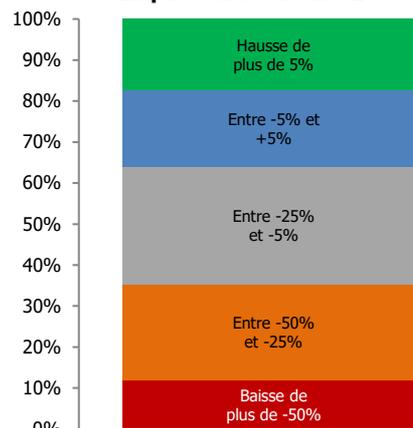
Pour autant, malgré ces tensions importantes, il semble que les mesures de soutien et d'accompagnement mises en place par les pouvoirs publics permettent d'atténuer les effets de la crise. Au 30 juin 2020, les indicateurs de vulnérabilités des entreprises ne laissent pas apparaître à ce stade de dégradations notables. Le nombre de défaillances est même en recul (38 au 2<sup>e</sup> trimestre, contre 61 au 1<sup>er</sup> trimestre, et 92 au 4<sup>e</sup> trimestre 2019) tout comme le nombre de personnes morales interdites bancaires (-4,7 % sur trois mois). Seul le taux de créances douteuses des établissements de crédit locaux augmente (+0,38 pt) tout en restant à un niveau relativement faible (3,66 %).

## Tensions sur le marché du travail

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'emploi salarié dans le secteur privé est marqué par une contraction importante (-3,1 % par rapport au trimestre précédent) alors que le confinement strict n'a été mis en place qu'à partir du 24 mars. La CAFAT dénombre 64 480 emplois salariés privés, soit 440 de moins qu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2019, en lien avec la perte de 550 emplois dans le secteur des services. L'ajustement des effectifs en fin de trimestre concerne principalement les salariés ayant des contrats précaires (le nombre d'intérimaires recule de 16 % au mois de mars, en glissement annuel).

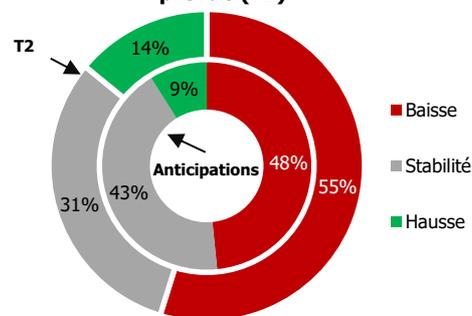
Au 2<sup>e</sup> trimestre, les soldes d'opinion portant sur les effectifs passés et futurs demeurent dégradés. Afin de s'adapter au ralentissement de l'activité, la prise de congés s'est affirmée comme la mesure privilégiée par les entreprises (28 %) viennent ensuite le chômage partiel (27 %) et le télétravail (23 %). Malgré la mise en place de ces mesures d'adaptations parfois adoptées simultanément, 7 % des entreprises de l'enquête de l'IEOM déclarent tout de même avoir été contraintes de recourir au licenciement.

### Impact sur le CA au T2



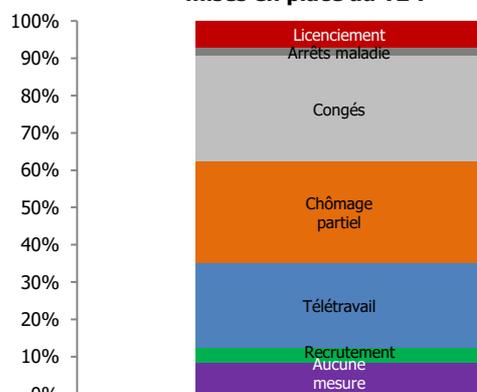
Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

### Solde d'opinion trésorerie passée et prévue (T2)



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

### Quelles mesures concernant l'emploi avez-vous mises en place au T2 ?

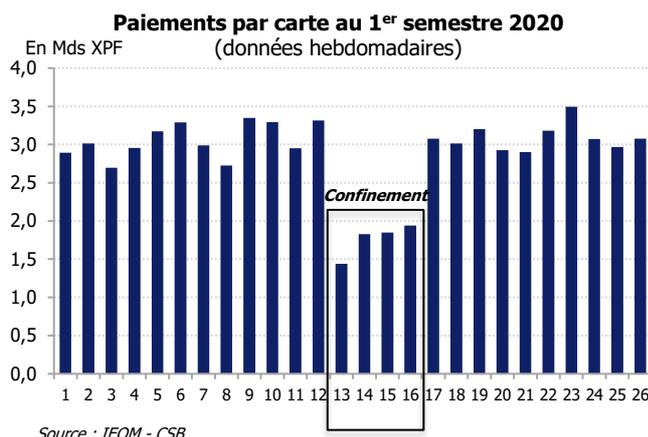


Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

## Choc ponctuel sur la consommation des ménages

Dans la continuité de la fin du mois de mars, avec la prolongation de la période de confinement sur les trois premières semaines d'avril, la consommation des ménages reste à un niveau faible au 2<sup>e</sup> trimestre. Les flux de transactions par carte bancaire se sont contractés de 40 % par rapport à leur moyenne depuis le début de l'année et les versements de billets à l'IEOM de plus de 50 % sur la période. Cependant, depuis la levée du confinement, une normalisation est observée avec un retour au niveau d'avant confinement qui va de concert avec une reprise de la consommation qui s'observe notamment sur les ventes de véhicules à la fin du trimestre.

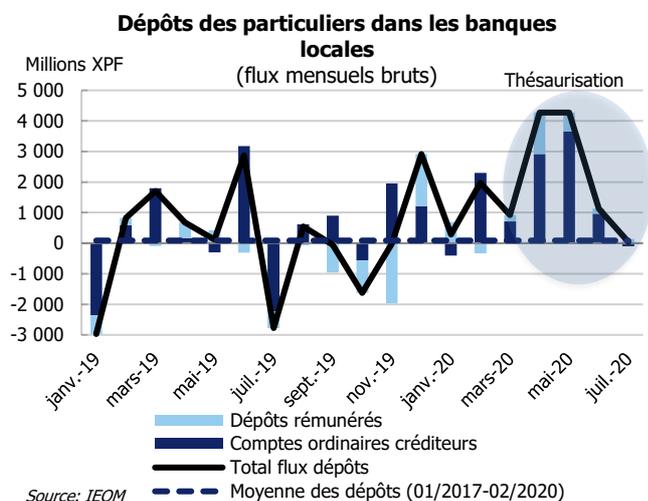
Par ailleurs, au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, l'IPC est en léger repli tant par rapport au trimestre précédent que sur un an (-0,5 %). Cette baisse s'explique par le fort recul des prix de l'énergie (liée à la chute du cours du pétrole) tandis que les prix de l'alimentation s'inscrivent une nouvelle fois en hausse (+1,6 % par rapport au trimestre précédent et +2,9 % en glissement annuel)



## Épargne « forcée » pour les ménages et frein sur l'investissement pour les entreprises

Au 2<sup>e</sup> trimestre, les **ménages** ont accumulé une épargne bancaire de près de 9,7 milliards XPF. Cette « thésaurisation forcée » s'explique par les restrictions sur la consommation pendant la période de confinement et par les restrictions à la sortie du territoire des résidents calédoniens ainsi que par le maintien global des revenus grâce aux dispositifs de soutien mis en place par les pouvoirs publics (chômage partiel notamment). En parallèle, l'investissement des ménages a continué de se réduire. La production de crédits aux particuliers (consommation et habitat) se replie de 3 milliards XPF sur le trimestre (-6,4 milliards sur un an).

De leur côté, les **entreprises** voient également leurs dépôts croître (+6,4 milliards XPF sur trois mois), tandis que la production de crédits progresse très modestement, portée principalement par les octrois de prêts garantis par l'État (PGE) destinés à financer leurs besoins de trésorerie. Dans ce contexte, les importations de biens d'investissement reculent de 14 % sur trois mois (données CVS). Face aux incertitudes liées à la durée et l'ampleur de la crise, la majorité des entrepreneurs prévoit de réduire leurs investissements pour les 12 prochains mois. Ce recul concerne quasiment tous les secteurs, avec une acuité toute particulière pour le secteur touristique.

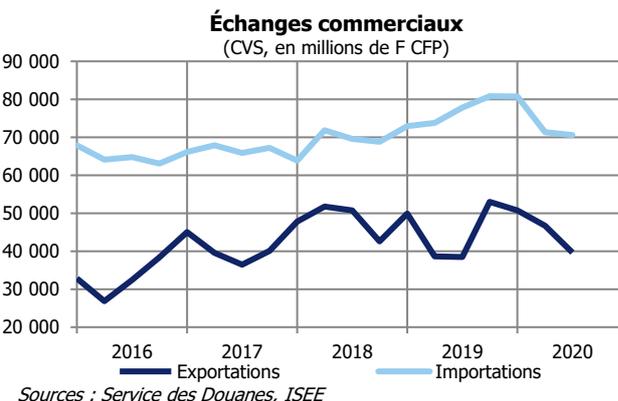


## Nouvelle diminution des échanges commerciaux

La fermeture des frontières entraîne des difficultés d'approvisionnement et une hausse des coûts de transports, qui pèsent fortement sur le commerce international. C'est le cas également en Nouvelle-Calédonie, d'après les professionnels répondant à l'enquête de l'IEOM. Ainsi, les importations pour certaines catégories de produits (textile, automobile, pièces détachées automobiles, matériaux de construction...) sont impactées négativement, ce qui se traduit par des difficultés accrues de reconstitution des stocks et l'allongement des délais d'approvisionnement.

Dans ce contexte, après avoir connu une baisse de 11,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre, les importations en valeur se contractent à nouveau (-1,1 %, CVS). Une évolution qui s'explique par le recul des importations de biens d'investissements (-13,9 %) et dans une moindre mesure par celui des importations d'énergie (-5,9 %).

En parallèle, du fait d'une baisse des exportations métallurgiques de nickel et de cobalt, les exportations en valeur se contractent de 15,1 % (CVS) ce trimestre (après -8,0 % au 1<sup>er</sup> trimestre). Au final, le déficit commercial se creuse (+25,4 %) et le taux de couverture se dégrade de 9,3 points pour s'établir à 56,2 %.



## Une crise globale aux conséquences différenciées suivant les secteurs

Si la crise touche l'économie dans son ensemble, son impact est sensiblement différencié selon les secteurs. Sans surprise, les entreprises des secteurs autorisés à poursuivre leur activité durant le confinement (secteur primaire, industrie agroalimentaire, commerce alimentaire...) sont celles qui résistent le mieux.

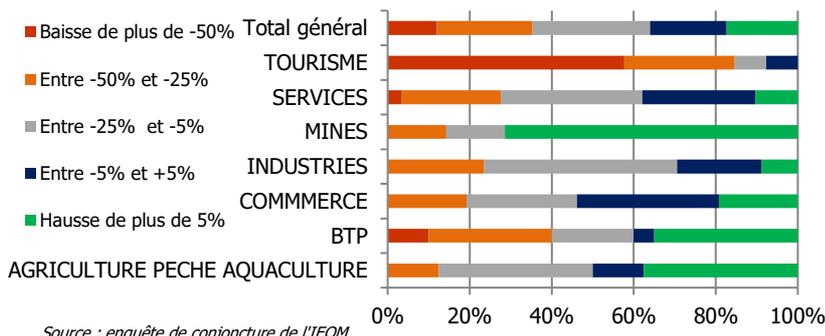
Ainsi, dans le secteur **primaire** (agriculture, pêche, aquaculture), la production n'a pas été arrêtée. En revanche, certaines entreprises, notamment celles travaillant avec le secteur touristique (hôtels et restaurants) ont dû faire face à des difficultés pour écouler leurs produits. À l'exportation, la contraction de la demande commence également à se faire ressentir. Les exportations de crevettes et de thon enregistrent une diminution (respectivement -29 et -31 % en rythme annuel, données brutes). Dans ce contexte, la moitié des professionnels interrogés déclarent un recul de chiffre d'affaires.

Dans le secteur du **commerce**, la fermeture des structures non essentielles lors de la période de confinement, engendre un manque à gagner important pour ces établissements. Au sortir du confinement, certains d'entre eux ont pu néanmoins bénéficier d'effets de rattrapages (commerce automobile par exemple avec une forte hausse des ventes de véhicules en juin et juillet) en lien avec le « confinement externe » des Calédoniens. Pour les établissements autorisés à ouvrir durant le confinement (commerce alimentaire notamment), l'activité a pu se poursuivre avec également dans certains cas une hausse d'activité. Parmi les professionnels interrogés, 50 % déclarent une perte de chiffre d'affaires, 35 % une relative stabilité et 19 % une progression.

Dans l'**industrie**, les fortunes sont diverses. Les sous-secteurs les moins exposés au marché international sont plutôt résilients, c'est le cas notamment de l'industrie agroalimentaire. Toutefois, de manière globale, la situation reste sensiblement dégradée. 7 professionnels interrogés sur 10 constatent une baisse de chiffre d'affaires (dont 2 un recul supérieur à 25 %).

Alors que le **BTP** faisait partie des secteurs autorisés à poursuivre son activité, il a dû faire face à des perturbations organisationnelles mettant à l'arrêt un certain nombre de chantiers. Au 2<sup>e</sup> trimestre, la consommation de ciment, indicateur du niveau d'activité du secteur, enregistre un léger recul (-1,0 % sur trois mois, CVS) et reste à un niveau très faible (un peu plus de 18 000 tonnes). 60 % des entrepreneurs interrogés indiquent une baisse de leur chiffre d'affaires par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2019.

### Évolution du CA au T2 2020 par rapport au T2 2019



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

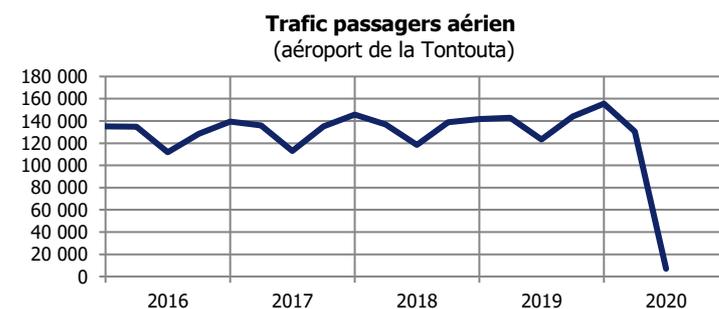
### L'activité des secteurs touristiques et des transports marche au ralenti

À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre, le pays est mis sous cloche. Seuls des vols de rapatriement des résidents calédoniens sont maintenus. Le trafic de passagers internationaux s'écroule passant de 155 000 passagers au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 à 7 000 au 2<sup>e</sup> trimestre 2020. En parallèle, les liaisons aériennes internes sont également limitées et perturbées jusqu'à fin mai avec le blocage des aéroports de Lifou et de Maré. Le recul d'activité induit par cette situation fragilise les compagnies aériennes du territoire, lesquelles sont contraintes d'engager des plans de réductions des coûts.

Dans ce contexte, le secteur touristique est durement impacté. L'écosystème lié à l'activité de la croisière est à l'arrêt total et le volant d'affaires des agences de voyages disparaît. Dans l'hôtellerie et l'hébergement, les situations peuvent être diverses. Au sortir du confinement, les structures situées en brousse tirent parti d'un regain du tourisme local. En revanche, sur Nouméa, la situation est beaucoup plus critique, les structures fonctionnant habituellement avec une clientèle internationale désormais absente. Par ailleurs, certains établissements bénéficient de l'activité générée par la réquisition des pouvoirs publics afin d'assurer la quatorzaine sanitaire obligatoire pour les personnes arrivant sur le territoire. Au global, l'impact sur le chiffre d'affaires du secteur est massif. Plus de 90 % des chefs d'entreprise constatent une baisse de chiffre d'affaires (dont près de 60 % une baisse supérieure à 50 %).



Source : Holcim, CVS par l'IEOM



Source : CCI, données brutes

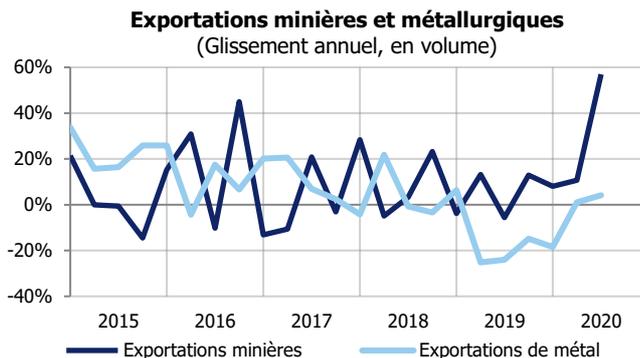
## Un secteur nickel tiré par les exportations de minerais dans un contexte d'incertitudes

De grosses incertitudes continuent de peser sur le marché du nickel. Le niveau de la demande dépend de l'ampleur de la reprise économique au plan international. Si la Chine retrouve une dynamique de croissance, ce n'est pas le cas de la plupart des pays importateurs (Corée du Sud, Japon, Union Européenne...) qui ont plutôt tendance à entrer en récession. Le BAN indonésien<sup>1</sup>, qui devrait être maintenu, et le développement du marché lié aux batteries électriques permettent en revanche d'atténuer les effets du ralentissement économique mondial sur la demande de nickel (notamment la baisse de la demande en acier inoxydable). Dans ce contexte, au 2<sup>e</sup> trimestre, le cours du nickel s'établit à 5,5 \$/lb, en recul de 4,1 % sur trois mois mais stable par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2019.

Au plan local, **la production minière** a été relativement peu impactée par les mesures de confinement. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, l'extraction se maintient à un niveau proche de celui enregistré un an auparavant. Alors que l'extraction reste stable, la croissance des exportations de minerais s'accélère sensiblement (+57,0 % en volume, sur un an) grâce à une demande (notamment chinoise) qui reste soutenue, et qui tire les prix du minerai vers le haut permettant une progression de 67,5 % de la valeur des exportations.

En revanche, la métallurgie évolue dans un environnement plus complexe qui se tend, avec des situations contrastées en terme de production et alors que les 3 métallurgistes continuent d'enregistrer des résultats négatifs. Au 2<sup>e</sup> trimestre, **la production métallurgique** enregistre une nouvelle baisse (-2,8 % sur un an) et atteint son plus bas niveau depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2014. Impactée par l'arrêt d'un des fours de l'usine du Nord, la production de ferronickel recule de 8,2 %. Du côté de l'usine du Sud, la production est globalement en hausse (+14,5 %). Conformément à la nouvelle stratégie de l'industriel, le recentrage autour du NHC s'opère (multiplication par 3 de sa production), alors que dans le même temps, la production d'oxyde de nickel est arrêtée. Malgré cette production de métal en baisse, les volumes exportés progressent (+4,1 % en rythme annuel). En valeur, les exportations restent cependant mal orientées (-17,5 %), le ferronickel (3/4 du total des exportations), s'échangeant à des prix sensiblement en dessous du niveau du LME.

Avec la fermeture de la raffinerie sur le site de Goro, la **production de cobalt** s'arrête au 2<sup>e</sup> trimestre. Dans ce contexte, les exportations de carbonate de cobalt diminuent tant en volume (-21,7 %) qu'en valeur (-5,3 %).



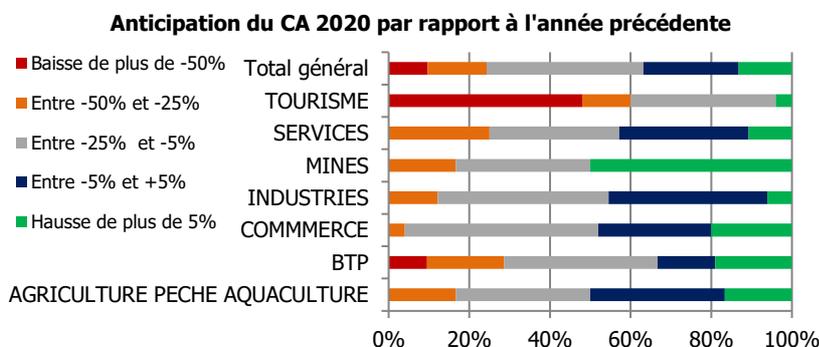
Source : ISEE, DIMENC

## Les effets de la crise devraient se poursuivre et impacter toute l'année 2020

Au delà de ce 2<sup>e</sup> trimestre qui constitue le point d'orgue de la crise du fait du choc lié au confinement, les chefs d'entreprises s'attendent à une année 2020 globalement dégradée. Près de 6 entreprises sur 10 anticipent une baisse de chiffre d'affaires, dont 2 une baisse supérieure à 25 %. Les secteurs touristiques et le transport aérien sont les plus durement touchés.

Pour autant, dans certains secteurs, une dynamique de rattrapage semble s'opérer. Elle est facilement mesurable pour le commerce automobile par des ventes de véhicules neufs qui rebondissent au mois de juin et juillet (plus de 1 000 ventes au mois de juillet : meilleure performance depuis 5 ans). Dans d'autres secteurs (travaux chez les particuliers, commerce) les professionnels font également état de signaux positifs.

Toutefois, du fait du ralentissement du commerce international, les contraintes sur les délais et les coûts d'approvisionnement et les tensions en amont de la chaîne de production et de commercialisation semblent s'accroître. De potentielles ruptures de stocks sont évoquées par les professionnels pour certaines catégories de produits (textile, matériaux de construction, pièces détachées automobiles). Une situation à surveiller car de nature à impacter l'offre et à freiner la reprise si cela venait à se confirmer dans la durée.



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

<sup>1</sup>Le 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'Indonésie a mis en place un embargo (BAN) interdisant toute exportation de minerai brut, l'objectif étant de préserver les ressources du pays afin de favoriser le développement de son industrie métallurgique.

## L'ÉCONOMIE MONDIALE S'ENFONCE DANS UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juin 2020, le PIB mondial devrait se replier de 4,9 % en 2020. Ces perspectives ont été nettement revues à la baisse depuis avril puisque le FMI anticipait alors une contraction de 3 % sur l'année. Il convient toutefois de rappeler que ces prévisions présentent un degré d'incertitude élevé puisque le scénario retenu se base sur plusieurs hypothèses relatives à l'évolution de la pandémie dans le monde et à ses répercussions sur l'économie. En 2021, la croissance mondiale s'élèverait à 5,4 %, soit une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. Le PIB mondial de 2021 ne dépasserait alors qu'à peine son niveau de 2019.

Aux États-Unis, le PIB a diminué de 9,5 % au deuxième trimestre 2020, en glissement trimestriel, après un recul de 1,3 % au premier trimestre. Cette chute s'explique principalement par la baisse marquée de la consommation des ménages (-10,1%) et de l'investissement privé (-15,5 %). Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI anticipe une contraction du PIB de 8,0 % nettement supérieure à la première estimation d'avril (-5,9 %).

Dans la zone euro, l'activité a baissé de 12,1 % au cours du deuxième trimestre. Il s'agit de loin du repli le plus important depuis le début des séries temporelles en 1995. À fin juin, le taux d'inflation s'est établi à 0,3 % tandis que le taux de chômage a retrouvé une tendance haussière au deuxième trimestre pour s'élever à 7,8 %. Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 10,2 % selon le FMI, avec des écarts marqués d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une contraction de 13,8 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 11,0 % tandis que l'investissement a chuté de manière encore plus prononcée (-17,8 %). Les exportations ont également nettement reculé sur le trimestre (-25,5 %) et à un rythme plus soutenu que les importations (-17,3 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 12,5 % sur l'ensemble de l'année.

Au Japon, alors que l'économie n'avait été que modérément touchée par la crise sanitaire au premier trimestre (-0,9 %), le PIB s'est contracté de 7,8 % sur les trois mois suivants. Cette tendance s'explique principalement par le regain épidémique entre avril et juin qui a entraîné un net recul de la consommation des ménages (-8,2 %) et des exportations (-18,5 %), notamment dans le secteur automobile. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,8 % dans ses dernières estimations.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB décliner de 3,0 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays puisque si la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,0 % sur l'année, le Brésil et le Mexique verraient le leur se replier de respectivement 9,1 % et 10,5 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 août 2020.

## L'ASIE-PACIFIQUE : LE POIDS DE L'ISOLEMENT

Au deuxième trimestre 2020, la région connaît, au gré de l'évolution de la Covid-19, des situations contrastées, selon l'ampleur des mesures sanitaires et de soutien public à l'économie adoptées.

La **Chine**, pour sa part, évite la récession, avec un rebond de son PIB à +3,2 % en glissement annuel (-6,8 % au premier trimestre), porté par les stimuli publics et le secteur secondaire (construction +7,8 % et industrie +4,7 %). En juillet, la production industrielle enchaîne un quatrième mois consécutif de hausse (+4,8 % en rythme annuel) et les exportations progressent de 7,2 %. La consommation privée, en revanche, est à la traîne, les ventes au détail reculant de 1,1 %, après -1,8 % en juin.

En **Corée du Sud**, le PIB se contracte de 3 % au deuxième trimestre, plombé par le recul des exportations qui se poursuit en juillet (-7 % en glissement annuel). Il en va de même pour **Singapour** dont l'économie affiche -11,8 % sur le trimestre, et la **Thaïlande** (-9,7 %), touchée par l'arrêt total du tourisme.

La **zone Pacifique** est toujours très affectée par les très strictes restrictions des voyages internationaux, et plus particulièrement les petits états insulaires, qui tirent une part importante de leurs revenus du tourisme. À Fidji, les arrivées de visiteurs sont en recul de 72 % sur les sept premiers mois de l'année (142 000 contre 504 000 en 2019). Les plus grands pays, Australie et Nouvelle-Zélande, sont également pénalisés, par les diverses mesures de confinement imposées.

En **Australie**, le marché du travail s'est fortement dégradé, avec un taux de chômage à 7,4 % en juin contre 5,2 % en mars (7,5 % en juillet). Il pèse sur la consommation des ménages, comme l'illustre la contraction de 3,4 % des ventes de détail sur le deuxième trimestre. La confiance des entreprises est ébranlée ainsi que le constate l'Australian Bureau Of Statistics à travers son enquête Covid-19 ; l'investissement privé se replie de 5,9 % au deuxième trimestre (-2,1 % au premier trimestre), sa plus forte baisse depuis quatre ans. Dans ce contexte, la plupart des analystes s'attendent à une nouvelle évolution négative du PIB au deuxième trimestre (-0,3 % au premier trimestre), signifiant une entrée en récession, une première depuis 1991.

En **Nouvelle-Zélande**, le taux de chômage demeure contenu au deuxième trimestre, 4 % après 4,2 % au précédent, avec cependant une progression du sous-emploi, de 10,4 % à 12 %. Les ventes au détail s'effondrent, -14,2 % en volume en glissement annuel, suite au confinement strict de la population et à la fermeture des frontières.

Sources : OCDE, Direction générale du Trésor. Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Fiji Bureau of Statistics